



Saint Martin de Gurson

Procès-Verbal du conseil municipal du 30 mars 2023

La réunion a débuté à 19 heures sous la présidence du Maire, Marc GRANDY

PRÉSENTS : MM. GRANDY Marc - JACQUELIN Yves - VILLOT Francis - ROUSSEL Marielle - BONNEAU Didier - DOREMUS Nicolas - GRAULIÈRE Vinciane - BONNÉ Franck - CAFFARELLI Célia - GARCIA BERNARD Aurélie - ESCLASSE Christiane

ABSENTS

POUVOIRS : Mmes MARTAUX Nelly, BIAUJAUD Virginie et M. CARRIÈRE Alain ont donnés respectivement pouvoir à Marc GRANDY, Célia CAFFARELLI et Yves JACQUELIN.

Ordre du jour :

- ✓ Approbation des comptes de gestion 2022 Mairie – Multiple rural boulangerie
- ✓ Vote des Comptes Administratifs 2022 Mairie – Multiple rural boulangerie
- ✓ Affectation du résultat 2022 Mairie
- ✓ Vote des taxes directes locales
- ✓ Vote des subventions aux associations
- ✓ Fongibilité des crédits
- ✓ Vote des Budgets Primitifs 2023 Mairie – Multiple rural boulangerie »
- ✓ Transport scolaire : Evolution tarifaire rentrée 2023
- ✓ Questions diverses

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte.

Monsieur Didier BONNEAU est nommé secrétaire de séance.

Approbation à l'unanimité du compte rendu du 26 janvier 2023

Il est ensuite procédé à l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour.

Délibération n° 1 : Approbation du compte de gestion 2022 Mairie et Multiple rural

Préalablement au compte administratif, le comptable public est tenu d'établir et de transmettre le compte de gestion au plus tard le 1^{er} juin de l'exercice suivant, c'est-à-dire le document retraçant les opérations budgétaires en dépenses et en recettes réalisées au cours de l'exercice concerné.

Monsieur le Maire présente au conseil municipal le résultat des comptes de gestion de l'exercice 2022 établis par le comptable de la Trésorerie de Montpon. Il précise que le montant des sommes à recouvrer et des mandats émis est conforme au compte administratif de la commune et que les résultats sont identiques.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Approuve les comptes de gestion de l'exercice 2022 dressés par le comptable de la Trésorerie de Montpon, certifiés conforme par l'ordonnateur, n'appellent ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.
- Autorise Monsieur le Maire à signer les comptes de gestion 2022 Mairie et Multiple rural boulangerie

Délibération n° 2 : Approbation du Compte Administratif 2022 Mairie

L'article L.1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que l'arrêté des comptes de la commune est constitué par le vote de l'assemblée délibérante du compte administratif présenté par le Maire, avant le 30 juin de l'année suivant l'exercice comptable concerné.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire du compte administratif de l'exercice 2022, et après en avoir délibéré,

Considérant que Marc GRANDY, Maire, s'est retiré pour laisser la présidence à Yves JACQUELIN, adjoint au maire délégué aux finances, pour le vote du compte administratif,

Le Conseil Municipal, décide, à l'unanimité, d'approuver le compte administratif 2022 dont les résultats sont les suivants :

Section de Fonctionnement

Dépenses : **637 345.59 €**

Recettes : **733 124.01 €**

Excédent de fonctionnement reporté : **24 816.60 €**

Total (réalisations + reports) : 120 595.02 €

Section d'Investissement

Dépenses : **192 276.06 €**

Recettes : **299 411.61 €**

Excédent d'investissement reporté : **200 804.69 €**

Solde des RAR : - 208 088.32 €

Total (réalisations + report) : 99 851.92 €

Délibération n°3 : Approbation du Compte Administratif 2022 Multiple rural boulangerie

L'article L.1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que l'arrêté des comptes de la commune est constitué par le vote de l'assemblée délibérante du compte administratif présenté par le Maire, avant le 30 juin de l'année suivant l'exercice comptable concerné.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire du compte administratif de l'exercice 2022, et après en avoir délibéré,

Considérant que Marc GRANDY, Maire, s'est retiré pour laisser la présidence à Yves JACQUELIN, adjoint au maire délégué aux finances, pour le voter du compte administratif,

Le Conseil Municipal, décide, à l'unanimité, d'approuver le compte administratif 2022 dont les résultats sont les suivants :

Section de Fonctionnement

Dépenses : **9 609.45 €**

Recettes : **14 063.14 €**

Excédent de fonctionnement reporté : **17 423.50 €**

Total (réalisations + reports) : 21 877.19 €

Section d'Investissement

Dépenses : **7 630.66 €**

Recettes : **9 431.37 €**

Excédent d'investissement reporté : **15 224.28 €**

Solde des RAR : 0 €

Total (réalisations + report) : 17 024.99 €

Délibération n° 4 : Affectation du résultat Mairie

Le Conseil municipal,
Vu la nomenclature budgétaire et comptable M14, en particulier le chapitre 5 du tome 2 « Détermination des résultats »,
Vu les dispositions des articles L.2311-5 et R.2311-12 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le compte administratif 2022 du budget principal,
Entendu l'exposé de M. Yves JACQUELIN, Adjoint au maire, et après en avoir délibéré,

Décide d'affecter le résultat de la section de fonctionnement de la manière suivante :

- Dotation de réserves (R 1068) : 0 €
- Report d'investissement (R 001) : 307 384.62 €
- Report en recettes de fonctionnement (R 002) : 120 595.02 €

Délibération n° 5 : Affectation du résultat Multiple rural boulangerie

Le Conseil municipal,
Vu la nomenclature budgétaire et comptable M14, en particulier le chapitre 5 du tome 2 « Détermination des résultats »,
Vu les dispositions des articles L.2311-5 et R.2311-12 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le compte administratif 2022 du budget principal,
Entendu l'exposé de M. Yves JACQUELIN, Adjoint au maire, et après en avoir délibéré,
Décide d'affecter le résultat de la section de fonctionnement de la manière suivante :

- Dotation de réserves (R 1068) : 0
- Report d'investissement (R 001) : 17 024.99 €
- Report en recettes de fonctionnement (R 002) : 21 877.19 €

Délibération n° 6 : Vote des taux d'imposition des taxes directes locales pour 2023

Monsieur le Maire expose à l'assemblée qu'en application des dispositions de l'article 1639A du Code général des impôts, modifié par la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012, les collectivités territoriales et leurs groupements à fiscalité propre doivent voter les taux des impositions directes locales perçues à leur profit avant le 15 avril.

Il est précisé qu'à partir de 2023 et après trois années de gel sur son niveau de 2019, le taux de taxe d'habitation, qui s'applique désormais aux seules résidences secondaires peut de nouveau varier. Cette variation ne peut être supérieure à la variation du taux de taxe foncière sur les propriétés bâties.

Au regard de ces éléments,

Le Conseil municipal,

Vu la loi de finances pour 2023,

Vu l'article 1639A du Code Général des impôts,

Vu le budget primitif 2023,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE de ne pas augmenter les taux d'imposition et de fixer les taux d'imposition des taxes directes locales pour l'année 2023 comme suit :

Taxes	Taux 2023
Taxe d'Habitation	7,11 %
Taxe foncière sur les propriétés bâties	35,24 %
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	38,44 %
C.F.E.	14,75 %

Délibération n° 7 : Fongibilité des crédits en Fonctionnement et en Investissement

Monsieur Le Maire expose qu'en raison du basculement en nomenclature M57 au 1er janvier 2023, il est nécessaire de procéder à un certain nombre de décisions préalables à cette mise en application sur le budget principal de la commune. C'est dans ce cadre que la commune est appelée à définir la politique de fongibilité des crédits pour les sections de fonctionnement et d'investissement.

En effet, la nomenclature M57 donne la possibilité pour l'exécutif, si le Conseil Municipal l'y a autorisé, ***de procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de la section.*** Cette disposition permet de disposer de plus de souplesse budgétaire puisqu'elle offre au Conseil municipal le pouvoir de déléguer au Maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % du montant des dépenses réelles de la section concernée. Cette disposition permettrait notamment d'amender, dès que le besoin apparaîtrait, la répartition des crédits afin de les ajuster au mieux, sans modifier le montant global des sections. Elle permettrait également de réaliser des opérations purement techniques sans attendre. Dans ce cas, le Maire serait tenu d'informer l'assemblée délibérante des mouvements de crédits opérés lors de sa plus proche séance, dans les mêmes conditions que la revue des décisions prises dans le cadre de l'article L21 22-22 du CGCT.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés décide :

- D'autoriser Monsieur le Maire à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % du montant des dépenses réelles de chacune des sections (fonctionnement et investissement) déterminées à l'occasion du budget.

Délibération n° 8 : Vote des subventions aux associations

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de se prononcer sur l'attribution des subventions allouées aux associations, qui ont formulé une demande de subvention pour l'année 2023.

ASSOCIATIONS	Réalisé 2022	Propositions 2023	Vote et observations
AMICALE DES SAPEURS POMPIERS	1 200 €	1 200 €	Pour 12. A noter M. Doremus et Mme Graulière n'ont pas pris part au vote
CLAUD DALEM	0	150 €	A l'unanimité
LES CHARRONS ST MARTINOIS	300 €	600 €	Pour 13. A noter Mme ESCLASSE n'a pas pris part au vote
COMITE DES FETES	300 €	600 €	Pour 13. A noter M. Bonneau Didier n'a pas pris part au vote
COOPERATIVE SCOLAIRE	2 000 €	1 500 €	A l'unanimité
NOS TÊTARDS EN FOLIE	700 €	700 €	A l'unanimité
DANS L'HERM DU TEMPS	150 €	300 €	A l'unanimité
INDIANA COUNTRY	300 €	600 €	A l'unanimité
FOYER 3 ^{ème} ÂGE Carsac/St Martin	0	150 €	A l'unanimité
COURSE CYCLISTE MENESPLET	0	100 €	A l'unanimité

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE d'allouer aux associations, les montants tels que présentés dans le tableau ci-dessus ;
- DIT que les crédits nécessaires seront inscrits à l'article 6574 au budget communal 2023 ;

- CHARGE Monsieur le Maire de toutes les démarches pour la bonne réalisation des présentes ;
- INFORME que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Délibération n° 9 : Vote du budget primitif 2023 Mairie

Selon les articles L.1612-1 et L.1612-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, le budget doit être voté avant le 15 avril.

La commune vote son budget primitif en tenant compte de la reprise des résultats de l'exercice 2022 après approbation du compte administratif 2022, de l'affectation de ces résultats et de la reprise des restes à réaliser.

Le Conseil municipal doit se prononcer sur le vote du budget primitif 2023.

L'équilibre par section du budget primitif 2023 s'établit comme suit :

Fonctionnement :

- Dépenses : 703 330.02 €
- Recettes : 703 330.02 €

Investissement :

- Dépenses : 562 247.18 €
- Recettes : 562 247.18 €

Délibération n° 10 : Vote du budget primitif 2023 Multiple Rural Boulangerie

Selon les articles L.1612-1 et L.1612-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, le budget doit être voté avant le 15 avril.

La commune vote son budget primitif en tenant compte de la reprise des résultats de l'exercice 2022 après approbation du compte administratif 2022, de l'affectation de ces résultats et de la reprise des restes à réaliser.

Le Conseil municipal doit se prononcer sur le vote du budget primitif 2023.

L'équilibre par section du budget primitif 2023 s'établit comme suit :

Fonctionnement :

- Dépenses : 29 577.19 €
- Recettes : 29 577.19 €

Investissement :

- Dépenses : 17 024.99 €
- Recettes : 17 024.99 €

Délibération n° 11 : Transport scolaire : évolution tarifaire

Monsieur le Maire présente à l'Assemblée un courrier concernant l'évolution tarifaire des transports scolaires à compter du 1^{er} septembre 2023. La hausse sera étalée sur 3 années avec une évolution annuelle de 3,5 %. De ce fait, il est demandé le niveau de modulation que la commune souhaite proposer.

Le conseil municipal, décide de conserver le niveau de modulation actuel, soit 50 % à sa charge.